



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHU

K-Bicêtre

Kremlin-Bicêtre, le 3 octobre 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Assez d'inflation ! Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires !

Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.

Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en campagne Trump et Biden à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

Victoire... de la Com'

Com' de l'AP-HP sur tous les médias, (grâce à un dossier de presse luxueux): l'AP-HP devrait rouvrir 400 lits d'ici la fin de l'année 2023 dans ses hôpitaux. Très modestes chiffres car l'AP-HP, c'est 39 établissements !

Pour l'hôpital de Bicêtre, c'est 12 lits de neurologie et 29 lits de médecine interne. Pour l'hôpital Paul Brousse, c'est 12 lits au SSR jeunes adultes. Des lits qui étaient fermés, faute d'infirmières, depuis de très longs mois entraînant des graves problèmes pour les personnels soignants et pour les patients !

Ces réouvertures, présentées comme une petite victoire, seraient dues à l'action et à la mise en place de mesures préconisées par le Directeur. Celui-ci a visiblement les chevilles qui enflent ... on lui prévoit un lit parmi ceux qu'on rouvre ?

La direction sait être discrète !

Derrière ce chiffre de 400 lits ouverts, information diffusée dans tous les médias, la direction se fait beaucoup plus discrète concernant le passé immédiat.

Ainsi au 1^{er} semestre de l'année 2023, l'AP-HP aurait, selon l'hebdomadaire « Le Point », supprimé 200 lits !

Quant au nouvel hôpital nord à Saint-Ouen, qui doit remplacer les Hôpitaux Beaujon et Bichat, le projet a été retoqué par le Tribunal administratif au motif « *que le nombre de lits d'hospitalisation complète devait passer de 1 131 à 941, le nombre de places en ambulatoire de 207 à 173 et le nombre de naissances pouvant être accueillies de 3 238 à 2000* »

La psychiatrie : une grosse galette pour le privé

D'après les chiffres du ministère de la santé, 5000 lits d'hospitalisation à temps complet ont disparu dans le secteur public de la psychiatrie. Et la situation continue de se détériorer avec les fermetures annoncées d'unités de soins dans certains établissements.

Si les patients et les familles sont les victimes de cette situation dramatique, pour les cliniques privées du secteur psychiatrique, ce n'est que du bonheur ! Beaucoup de petites cliniques ont été rachetées, et de grands groupes se partagent maintenant une bonne partie de ce marché très rentable.

Suicide : l'AP-HP reconnue coupable

Le 03 février 2019, le Professeur Barrat, chirurgien, s'était suicidé, sautant par la fenêtre de son bureau à l'hôpital Avicenne de Bobigny.

Le tribunal administratif vient de reconnaître le lien entre ce suicide et son travail. Il avait revêtu sa blouse médicale, mis ses chaussures de bloc opératoire et demandé à quitter définitivement son service.

La raison : un management « *délétère* » consécutive à la fusion de différents services. Voilà jusqu'où peuvent mener les opérations de restructuration des directions des hôpitaux !

Un bon traitement : la lutte

Aide-soignants, médecins ou infirmiers, plus d'un soignant sur deux serait concerné par un burn-out. Pour soigner ces burn-out, un centre de prévention spécialisé a même ouvert en juin à Toulouse !

Une infirmière explique qu'elle a été dirigée vers ce centre « *épuisée par des nuits à gérer parfois seule plusieurs services de sa clinique* ».



De mauvaises conditions de travail générant un burn-out, cela se soigne mais cela se combat aussi !

Que fait la police ?

Que fait la police, entend-t-on souvent ? Elle vient de convoquer 16 infirmières qui ne se sont pas inscrites à l'Ordre Nationale Infirmier. Cet ordre, corporatiste et réactionnaire, est contesté depuis de nombreuses années par des infirmières. A juste titre. Vive le DÉSordre !

Un nouvel impôt... sur les malades ?

Le Ministre de la Santé, veut aller vers le doublement de la franchise sur les médicaments et les consultations médicales. Il en coûterait alors aux patients un euro par boîte de médicaments et deux euros par consultation. Le gouvernement, qui hésite encore tellement c'est gros, espère ainsi gratter 800 millions d'euros sur le dos des malades. Quand l'inflation annuelle alimentaire dépasse déjà les 20 %, cette mesure plongerait encore plus dans la gêne les plus démunis, en particulier les retraités malades aux petites pensions.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartiantcapitaliste.fr | **INSTAGRAM :** @npanouveaupartiantcapitaliste | **TWITTER :** @NPA_NouvParAnti *Imp.Spé.NPA*